



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité

MINISTERE DU BUDGET

DISCOURS D'OUVERTURE DE MONSIEUR LE MINISTRE DU BUDGET

**ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES
ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE SUR LE PROCESSUS
D'ELABORATION ET LA DOCUMENTATION BUDGETAIRE
EN GUINEE**

Conakry, les 4, 5 et 6 Mars 2019

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,
Madame et Messieurs les Ambassadeurs,
Monsieur le Président de la Commission Economie, Finances et
Plan de l'Assemblée Nationale,
Mesdames et Messieurs les Représentants des partenaires
techniques et financiers,
Monsieur le Représentant du Secrétaire Exécutif de l'Initiative
Africaine Concertée pour la Réforme Budgétaire (CABRI),
Mesdames et Messieurs les Représentants de la Société Civile,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Ministères des
Finances, du Budget du Bénin, de la République Centrafricaine et
de la Tanzanie,
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,
Chers participants,

Je voudrais tout d'abord remercier au nom de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Professeur Alpha CONDE et de son Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Docteur Ibrahima Kassory FOFANA, tous les participants à cet atelier et souhaiter aux fortes délégations d'Afrique du Sud, du Bénin, de la République Centrafricaine et de la Tanzanie, la bienvenue en République de Guinée.

Permettez-moi de remercier le représentant du Secrétaire Exécutif de l'Initiative Africaine Concertée pour la Réforme Budgétaire (CABRI) d'avoir choisi une fois de plus, en deux années consécutives, la destination Guinée pour accueillir les activités de son réseau.

L'année dernière, à la faveur de l'atelier de CABRI à Conakry intitulé « Plus de transparence, de participation et de redevabilité », des rapprochements intéressants ont été réalisés en vue d'amorcer le

jumelage entre la Direction Générale du Budget de la République du Bénin et la Direction Nationale du Budget de la République de Guinée. Je puis vous assurer que j'accorde une attention particulière à ce partenariat et vous garantis de mon soutien indéfectible pour sa réussite.

Je me réjouis de l'organisation de cet atelier dont l'objectif principal est de **renforcer les capacités des organisations de la société civile sur le processus d'élaboration du budget et la documentation budgétaire en Guinée.**

Vous conviendrez avec moi, qu'il s'agit d'une thématique d'actualité aussi bien pour les acteurs étatiques que non étatiques. Aujourd'hui, la question de redevabilité vis-à-vis du citoyen en matière de gouvernance des finances publiques est une préoccupation réelle au regard des défis de réduction de la pauvreté et du développement du débat citoyen.

C'est le lieu de rappeler également que l'atelier de Conakry s'inscrit dans le cadre du projet de jumelage entre la Direction Générale du Budget du Bénin et la Direction Nationale du Budget de la Guinée avec l'appui du Secrétariat Exécutif de CABRI.

C'est le lieu de saluer la collaboration fructueuse de CABRI avec les Ministères Africains des Finances et du Budget dans le cadre de la mise en place de systèmes de gestion des finances publiques beaucoup plus fonctionnels et performants.

Mesdames, Messieurs,

Distingués Invités,

Depuis 2010, le Gouvernement guinéen, sous l'impulsion du Professeur Alpha CONDE, Président de la République, s'est inscrit

dans la perspective d'un budget ouvert et participatif pour le bien-être de sa population. Cet engagement s'est traduit par la mise en place d'un nouveau cadre législatif et réglementaire qui érige la transparence, la participation et la redevabilité comme principes fondamentaux du système de gestion des finances publiques.

Il s'agit, entres autres, de la Loi Organique relative aux lois de Finances (LORF), du Décret portant Cadre de Gouvernance des Finances Publiques, du Décret portant Règlement Général sur la Gestion Budgétaire et la Comptabilité Publique, de l'Arrêté sur la Nouvelle Nomenclature Budgétaire.

Aujourd'hui, les citoyens guinéens à l'image de tous les autres sont de plus en plus exigeants pour avoir une meilleure connaissance des règles et principes qui régissent la gouvernance publique, et plus particulièrement sur les choix budgétaires. Ils attendent de jouir pleinement des bénéfices du budget de l'Etat, leur budget. C'est pourquoi, il est de notre devoir en tant que pouvoirs publics de leur fournir toutes les explications sur les choix budgétaires du Gouvernement.

Mesdames, Messieurs,

Le bien-fondé et la pertinence du thème de votre atelier ne sont plus à démontrer. Comme vous le savez, le défi de la transparence budgétaire résulte d'une manière générale, d'une demande sociale pressante et permanente du citoyen – à la fois contribuable et usager du service public ; et cette demande sociale est dans le contexte actuel, la chose la mieux partagée.

Il existe aujourd'hui un consensus fort sur la nécessité de considérer la transparence à la fois comme une exigence démocratique, un

facteur d'efficacité des politiques publiques et un vecteur de bonne gouvernance.

C'est pourquoi, le Gouvernement guinéen, à travers le Ministère du Budget s'est engagé depuis quelques années, à associer les organisations de la société civile dans le processus d'élaboration et de suivi de l'exécution du budget de l'Etat, ainsi que l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques.

Mesdames, Messieurs,

La mise en œuvre des innovations de la loi organique relative aux lois de finances a permis d'aboutir à :

- l'organisation de débats d'orientation budgétaire à l'Assemblée Nationale ouverts au secteur privé et à la société civile ;
- la production régulière des rapports d'exécution budgétaire périodique, mis à la disposition du public ;
- la publication du guide du citoyen sur le budget depuis 2017 ;
- la publication des informations budgétaires sur les sites web du Ministère du Budget et du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- l'enrichissement de la documentation budgétaire annexée aux lois de finances notamment le document de programmation budgétaire pluriannuelle, le rapport économique et financier, le rapport sur les dépenses fiscales, etc.
- l'instauration d'une nouvelle nomenclature budgétaire bâtie sur les standards internationaux dont les classifications facilitent la compréhension des agrégats budgétaires et des politiques publiques ;
- le renforcement du rôle du Parlement en tant qu'autorité budgétaire, notamment dans le respect de l'autorisation

préalable du pouvoir législatif dans la modification des crédits budgétaires qui impacte le vote parlementaire;

- la transparence dans le mode de transfert des subventions vers les collectivités locales et ;
- la mise en œuvre effective du Compte unique du trésor.

Mesdames, Messieurs,

Distingués Invités,

Les quelques mesures que je viens de citer montrent que l'engagement de la Guinée en faveur de la transparence dans l'exécution du budget national est réel. Vous me permettrez de rappeler également que notre pays est :

- Membre de l'Initiative pour la transparence de l'industrie extractive (ITIE). Ce qui implique les communautés locales dans la gestion systématique et transparente de nos ressources minières ;
- Membre de l'Initiative pour la transparence dans le domaine de la pêche (FiTI), initiative basée sur la transparence et la participation pour une gestion durable des ressources halieutiques ;
- Membre de l'alliance Smart car nous voulons nous servir des TIC pour accélérer la transformation socioéconomique nationale, conformément à notre Plan national de développement économique et social.

Par ailleurs, des efforts d'amélioration constante de la transparence budgétaire sont réalisés à travers les exercices menés par les partenaires techniques et financiers conjointement avec la Guinée dans le cadre de l'évaluation du système de gestion des finances publiques.

Les résultats positifs obtenus par la Guinée à l'issue de ces évaluations dénotent une amélioration constante des indicateurs par rapport aux bonnes pratiques en matière de transparence budgétaire.

Parmi les dernières revues conduites dans ce sens, on peut citer :

- les évaluations du système de gestion des finances publiques selon la méthodologie PEFA de 2006, 2013 et de 2018 ;
- l'évaluation en 2018 par le Fonds monétaire international de l'efficacité de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA ;
- l'évaluation par la Banque Mondiale de la performance de la gestion de la dette en Guinée.

Mesdames, Messieurs,

Le partage d'expériences entre les pays présents à cet atelier pendant trois jours sera l'occasion de débattre largement sur la relation entre la transparence et la participation, les capacités requises des OSCs pour leur participation dans le processus budgétaire, ainsi que le suivi, le contrôle et l'évaluation du budget.

Je tiens à vous rassurer que le Gouvernement guinéen est déterminé à poursuivre les réformes des finances publiques afin de renforcer la citoyenneté du budget et permettre à nos populations, de se reconnaître dans les politiques publiques que nous conduisons.

Aussi, le projet de jumelage entre la Direction Générale du Budget du Bénin et la Direction Nationale du Budget de la Guinée, appuyé par CABRI contribuera, sans nul doute, à l'atteinte de cet objectif. C'est pourquoi, j'invite les deux parties à finaliser au plus tôt, les plans d'actions y afférents.

Mesdames, Messieurs,

Distingués Invités,

Je voudrais terminer mon propos en exprimant toute ma reconnaissance au **Président de la République, Professeur Alpha Condé**, pour son engagement personnel dans la réforme de nos finances publiques et pour sa volonté d'inscrire notre pays dans le cercle des nations engagées pour un Gouvernement ouvert.

J'adresse également mes sincères remerciements à l'ensemble de nos partenaires en matière budgétaire notamment l'Assemblée nationale, la Cour des comptes et la Société civile dans toute sa diversité.

Au nom du Président de la République, du peuple et du Gouvernement Guinéen, je souhaite à toutes les délégations présentes, un bon séjour de travail à Conakry.

Tout en restant attentif aux résultats qui seront issus de vos échanges durant ces trois jours, je voudrais vous souhaiter plein succès dans vos travaux et déclarer ouvert, l'atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile sur le processus d'élaboration et la documentation budgétaire en Guinée.

Je vous remercie.